



C.D. Howe Building, 240 Sparks Street, 4th Floor West, Ottawa, Ont. K1A 0X8
Édifice C.D. Howe, 240, rue Sparks, 4^e étage Ouest, Ottawa (Ont.) K1A 0X8

Motifs de décision

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes,

requérant,

et

Société canadienne des postes; Pharmaprix, Shoppers Drug Mart inc.; Les services Santé Claude Gervais inc.; Entreprise David Tan inc.; Gestion Noura A. Shahid inc.; Gestions Fortier-Allan inc.; 2321-5510 Québec inc.,

employeurs intimés,

et

Uniprix inc.; 3908852 Canada inc.; Bishara Pharma inc.; Société J. Lacroix inc.; Gestion Morico inc.; Louise Fortin Paquette Pharmacienne; Familiprix inc.; Groupe Hébert, Ferlatte inc.; Gingras, Hébert et Associés, Pharmaciens, s.e.n.c.; Hébert et Associé, Pharmaciens, s.e.n.c.; Charest-Pharma inc.; St-Louis Pharma inc.; Pointe Ste-Foy Pharma inc.; Hébert, Ferlatte et Associés, Pharmaciens, s.e.n.c.; Pharmacie Sylvie Champagne Pharmacien inc.; Pharmacie Mathieu Sabourin et Mathieu Labonté Pharmaciens inc.

parties intéressées (intervenantes).

Dossier du Conseil : 27977-C

Référence neutre : 2012 CCRI 638

Le 22 mars 2012

Le Conseil canadien des relations industrielles (le Conseil) était composé de M^e Louise Fecteau, Vice-présidente, et de MM. Patrick Heinke et Norman Rivard, Membres.

Représentants des parties au dossier

M^{es} Jean-François Beaudry et Stéphanie Lindsay pour le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes;

M^{es} Luc Beaulieu et Lukasz Granosik pour la Société canadienne des postes;

M^{es} Guy Lemay, Josiane L'Heureux et Guy Lavoie pour Pharmaprix, Shoppers Drug Mart inc.;

M^e Richard Lacoursière pour Les services Santé Claude Gervais inc., Gestion Noura A. Shahid inc., et Gestions Fortier-Allan inc.;

M^{es} Christopher Deehy et Shawn Connely pour Entreprise David Tan inc., 2321-5510 Québec inc.;

M^e Annie Francescon pour Uniprix inc.;

M^{es} Philippe-André Tessier et Jean-Denis Boucher pour 3908852 Canada inc., Bishara Pharma inc., Société J. Lacroix inc., Gestion Morico inc., et Louise Fortin Paquette Pharmacienne;

M^e Jacques Reeves pour Familiprix inc.;

M^e Simon-Pierre Hébert pour Groupe Hébert, Ferlatte inc., Gingras, Hébert et Associés, Pharmaciens s.e.n.c., Hébert et Associé, Pharmaciens, s.e.n.c., Charest-Pharma inc., St-Louis Pharma inc., Pointe Ste-Foy Pharma inc., et Hébert, Ferlatte et Associés, Pharmaciens, s.e.n.c.;

M^e Luc Jobin pour Pharmacie Mathieu Sabourin et Mathieu Labonté Pharmaciens inc.;

M^e Dany Millard pour Pharmacie Sylvie Champagne Pharmacien inc.

Les présents motifs de décision ont été rédigés par M^e Louise Fecteau, Vice-présidente.

I – Contexte

[1] Le Conseil est appelé à déterminer en l'espèce l'admissibilité en preuve du rapport de M. Michael H. Seid daté du 26 octobre 2011 (le rapport Seid), lequel a été transmis aux parties le 21 novembre 2011 par la Société canadienne des postes (la SCP). Le 27 avril 2011, la SCP a indiqué qu'elle souhaitait faire entendre un témoin expert en matière de concessions et de franchises et produire son rapport d'expertise. Lors de la dernière journée d'audience tenue le 25 novembre 2011,

le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (le syndicat ou le STTP) a indiqué au Conseil qu'il s'opposait à la production du rapport Seid par la SCP.

[2] Le Conseil a demandé au syndicat de lui transmettre ses observations écrites sur cette question au plus tard le 27 janvier 2012, et a accordé à la SCP jusqu'au 10 février 2012 pour répondre aux observations du STTP. Le Conseil a accordé au STTP jusqu'au 17 février 2012 pour répliquer aux observations de la SCP et lui a demandé également d'indiquer s'il entendait présenter une contre-expertise.

[3] Le 28 février 2012, la SCP a transmis une supplique à la réplique du STTP datée du 17 février 2012 et le STTP a présenté des arguments supplémentaires dans une lettre qu'il a transmise au Conseil le 16 mars 2012.

[4] Conformément à l'article 16.1 du *Code canadien du travail (Partie I – Relations du travail)* (le *Code*), le Conseil n'a pas tenu d'audience sur la question de l'admissibilité du rapport Seid, compte tenu du fait que les observations présentées par les parties lui suffisaient pour trancher la question dont il est saisi.

II – Position des parties

A – Le syndicat

[5] Le syndicat s'oppose vivement à l'admission en preuve du rapport Seid. Il y indique également qu'il ne produira pas de contre-expertise compte tenu des coûts importants que cela occasionnerait.

[6] Le syndicat soutient principalement que le rapport Seid est irrecevable pour le motif qu'il ne satisfait aucunement aux critères relatifs à l'admissibilité de la preuve d'expert établis par la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *R. c. Mohan*, [1994] 2 R.C.S. 9. Il rappelle les quatre critères qui devraient guider le Conseil dans son examen de la question de l'admissibilité du rapport Seid. Ces critères sont : la pertinence, la nécessité d'aider le juge des faits, l'absence de toute règle d'exclusion et la qualification suffisante de l'expert.

[7] Le syndicat indique que le Conseil a repris ces mêmes critères dans les décisions qu'il a rendues sur l'admissibilité des rapports d'experts dans les affaires *Air Canada*, 1999 CCRI 44; et *TELUS Communications Inc.*, 2004 CCRI 277.

[8] L'argumentation du syndicat porte essentiellement sur les critères de la pertinence et de la nécessité.

1 – La pertinence

[9] Selon le syndicat, le contenu du rapport Seid n'est pas pertinent quant à la question que doit trancher le Conseil relativement à l'identité du véritable employeur et ne satisfait pas ainsi au premier critère établi par la Cour suprême.

[10] Il estime également que le rapport porte directement sur des questions qui sont au coeur même de l'expertise du Conseil et que, par conséquent, il ne satisfait pas au deuxième critère jurisprudentiel de la nécessité. Il fait observer à cet égard qu'il aurait été plus approprié que les arguments relatifs à la question du véritable employeur se trouvent dans l'argumentation de la SCP plutôt que dans le rapport Seid, lequel constitue selon lui un avis juridique sur la question en litige.

[11] Relativement au critère de la pertinence, le syndicat, faisant alors référence à certains passages du rapport Seid, soutient qu'une partie dudit rapport porte sur la notion d'employeur unique, alors que le Conseil avait décidé qu'il limitait, à ce stade-ci, la preuve à la notion d'employeur véritable. Le syndicat soutient que le dossier à l'étude comporte des faits particuliers et que le document intitulé « Master Dealership Agreement » qui a été déposé en preuve dans l'affaire en l'instance ne peut être comparé à un modèle de contrat de franchise, tel que veut le montrer le rapport Seid. De plus, le syndicat soutient que le scénario de la franchise au Canada, tel qu'il est décrit dans le rapport Seid, n'est pas pertinent relativement à la détermination du véritable employeur.

[12] Le syndicat soutient que, si le Conseil en venait à la conclusion que le rapport Seid est admissible en preuve ou intimement lié à la question qu'il doit trancher, le Conseil devra procéder

à un examen supplémentaire, soit à une analyse des coûts et des avantages liés à l'admission dudit rapport. Il invoque à cet égard la décision du Conseil dans l'affaire *TELUS Communications Inc.*, précitée.

[13] Par ailleurs, le syndicat estime également que le rapport Seid a peu de valeur probante, compte tenu du fait qu'il est fondé sur une étude comparative de contrats de franchises, lesquels ne régissent pas, selon le syndicat, les rapports contractuels d'une société d'État (faisant ainsi référence à la SCP) à qui est confiée l'exploitation exclusive d'un service interprovincial.

[14] À ce sujet, le syndicat estime que, si le Conseil considérait tout de même que le rapport Seid a une certaine valeur probante, cette valeur est surpassée par son effet préjudiciable, puisque, selon lui, le rapport Seid ne satisfait pas au critère de la pertinence, tel qu'il est énoncé dans la jurisprudence.

2 – La nécessité

[15] Le syndicat soutient que le rapport Seid ne satisfait pas au critère de la nécessité en ce que le rapport émet une opinion sur des questions qui se trouvent au coeur même de la compétence et des connaissances du tribunal spécialisé qu'est le Conseil. Il fait valoir que l'expert ne peut se substituer au décideur, en l'occurrence le Conseil. Le syndicat expose toute une série de passages du rapport Seid, qui, selon lui, montrent que l'expert veut se substituer à l'exercice auquel doit se livrer le Conseil pour déterminer la question du véritable employeur. Pour ces raisons, le syndicat estime qu'il est impossible d'admettre en preuve le rapport Seid et demande au Conseil de déclarer qu'il est irrecevable.

B – La SCP

[16] D'entrée de jeu, la SCP soutient que l'objection du STTP est tardive puisque, dès le 27 avril 2011, elle avait indiqué qu'elle souhaitait faire entendre un témoin expert en matière de concessions et de franchises et que le STTP ne s'est alors en aucune manière opposé au témoignage de cet expert, ni à l'audience du 27 avril 2011 ni à celle du 9 mai 2011.

[17] La SCP soutient également que le rapport Seid satisfait à l'ensemble des conditions d'admissibilité d'une preuve d'expert, soit les quatre critères établis par la Cour suprême du Canada dans l'arrêt *R. c. Mohan*, précité. La SCP note que le STTP ne conteste aucunement deux des quatre critères énoncés dans l'arrêt *R. c. Mohan*, précité, soit l'absence de toute règle d'exclusion et la qualification suffisante de l'expert.

[18] En ce qui concerne le critère de la pertinence, la SCP soutient qu'à l'inverse du témoin ordinaire, lequel ne doit témoigner que sur les faits dont il a eu personnellement connaissance, le témoin expert, aussi appelé « témoin d'opinion », doit quant à lui comparaître devant un tribunal essentiellement pour fournir à ce dernier une opinion sur des faits qu'il a observés ou qui ont été légalement prouvés à l'audience, et ce, à la lumière de ses connaissances et de son expérience. À cet égard, la SCP invoque l'arrêt de la Cour suprême du Canada dans *R. c. Béland*, [1987] 2 R.C.S. 398, au paragraphe 16.

[19] Relativement à l'effet préjudiciable invoqué par le STTP qu'aurait le rapport Seid s'il était admis en preuve, la SCP soutient que le syndicat n'a fourni aucune explication quant au préjudice réel et précis que lui causerait l'admissibilité en preuve du rapport Seid. La SCP est d'avis qu'un tel effet préjudiciable est totalement inexistant. La SCP réaffirme qu'elle a un droit fondamental à une défense pleine et entière, tel que le droit de choisir ses moyens de preuve.

[20] La SCP ajoute que le critère de la nécessité d'aider le juge des faits est important et indique que c'est sous ce second critère qu'intervient la question de l'utilité de la preuve d'expert quant à la détermination des questions en litige. Elle soutient que le rapport d'expertise sera nécessaire s'il renferme « des renseignements qui dépassent vraisemblablement l'expérience et les connaissances du juge des faits ».

[21] La SCP reprend les arguments du STTP relativement au fait que le rapport d'expert constitue un avis juridique qui est au coeur même de l'expertise du Conseil. À cet égard, la SCP soutient qu'il est de l'essence même d'un rapport d'expert et du rôle d'un expert de fournir un avis. Relativement au rapport lui-même, la SCP soutient que le but dudit rapport est de faire dresser un tableau par un

expert, dont la qualification n'est pas contestée, voire incontestable, du fonctionnement des concessions et des franchises, des règles commerciales applicables dans le type d'industrie visé et de la réalité contractuelle pour des concessions et des franchises, tant pour la SCP que pour le modèle commercial propre à une franchise. La SCP ajoute que, contrairement à ce que soutient le STTP, la question de la détermination de l'employeur véritable ne relève pas exclusivement du Conseil et que le modèle contractuel et commercial, qui est au coeur du présent litige, n'est en aucune façon de connaissance d'office du Conseil. La SCP soutient que nous sommes en présence d'une réalité commerciale et qu'un tribunal spécialisé en relations du travail n'a pas la connaissance d'office de cette réalité qui est au coeur du débat préliminaire, soit la question de la compétence du Conseil.

[22] La SCP estime que le fait de refuser d'entendre ce témoin expert équivaudrait à une violation des principes de justice naturelle et, à cet effet, invoque abondamment la décision du Conseil dans *Rogers Radio (CJMX-FM)*, 2003 CCRI 246.

[23] La SCP conclut en soutenant que dans le respect des règles de justice naturelle et afin de lui permettre de se défendre pleinement dans l'affaire en l'espèce, le Conseil doit rejeter l'objection du STTP quant à la recevabilité d'une preuve d'expert.

[24] Subsidiairement, la SCP soutient que, si le Conseil est d'avis que certains extraits du rapport ne satisfont pas aux critères de la pertinence et de la nécessité, tels que contestés par le STTP, elle se réserve alors expressément le droit de modifier la présente argumentation afin de scinder le rapport à produire. La SCP se réserve également tous les droits quant à l'argumentation relative à la valeur probante du rapport.

C – Réplique du syndicat

[25] Le 23 février 2012, en réplique aux arguments de la SCP sur le délai de présentation de son objection, le syndicat fait valoir que le 27 avril 2011, la SCP a annoncé qu'elle avait l'intention de faire entendre un témoin expert en matière de concessions et de franchises, et ce, dans le cadre de sa preuve constitutionnelle et, qu'à cette date, le syndicat ne connaissait pas encore le contenu du

rapport. Le syndicat soutient que ce n'est que le 17 novembre 2011 que la SCP a indiqué au Conseil qu'elle ferait entendre M. Seid dans le cadre de sa preuve sur la question du véritable employeur. Le STTP fait valoir que ce n'est qu'après avoir reçu le rapport Seid le 21 novembre 2011 qu'il a eu en main toutes les informations relatives à l'objet et au contenu du témoignage et du rapport de M. Seid. Le syndicat demande donc au Conseil de rejeter cet argument.

[26] En ce qui concerne les arguments de la SCP voulant que le Conseil prenne en considération l'absence de contestation du STTP relativement à deux des quatre critères d'admissibilité, soit l'absence de toute règle d'exclusion et la qualification suffisante de l'expert, le STTP soutient qu'il n'a aucunement renoncé à contester la qualification suffisante de l'expert, mais qu'il n'est pas nécessaire de le faire à ce stade-ci. À cet égard, le STTP dit contester le fait voulant que M. Seid ait l'expertise et la compétence pour trancher la question de l'identité de l'employeur dans le cadre du débat dont est saisi le Conseil. Le STTP soutient qu'il existerait un préjudice dans le fait qu'un rapport inadmissible au sens des critères de la Cour suprême du Canada puisse influencer le Conseil.

[27] Relativement à l'argument de la SCP selon lequel l'exclusion du rapport Seid serait contraire aux principes de justice naturelle, le STTP soutient que la décision du Conseil invoquée par la SCP, soit *Rogers Radio (CJMX-FM)*, précitée, a été rendue dans un contexte qui diffère du débat actuel et ne concernait pas une preuve d'expert.

[28] Le STTP soutient que le rapport Seid est un rapport à teneur juridique, lequel constitue dans les faits un avis sur l'interprétation du *Code* pour lequel le Conseil a compétence. Il ajoute que le contenu du rapport d'expert est l'équivalent d'une argumentation que pourrait faire valoir la SCP et que, par conséquent, il n'est pas nécessaire de produire un tel rapport.

[29] Le STTP demande également au Conseil de rejeter la demande subsidiaire de la SCP visant à scinder le rapport Seid, aux motifs que la SCP savait que la question de l'employeur unique n'était pas permise et que l'expert ne peut se substituer au Conseil relativement à la question de l'identité de l'employeur. Quant à la valeur probante du rapport, si le Conseil retenait cet élément, le STTP se réserve tous les droits de faire valoir ses arguments.

D – Autres observations de la SCP et du STTP

[30] Exceptionnellement, le Conseil a accepté les observations supplémentaires transmises par la SCP et le STTP, lesquels y réitèrent les arguments exposés ci-dessus.

III - Analyse et décision

[31] Le Conseil doit trancher la question de savoir si le rapport Seid est admissible en preuve dans le cadre des procédures en cours.

[32] À la lumière de l'ensemble des observations présentées par les parties, le Conseil conclut que le rapport est admissible en preuve mais **en partie seulement**.

[33] Comme la Cour suprême du Canada l'a bien expliqué dans l'arrêt *R. c. Mohan*, précité, l'admissibilité de la preuve d'expert repose sur l'application des quatre critères suivants :

- a) la pertinence;
- b) la nécessité d'aider le juge des faits;
- c) l'absence de toute règle d'exclusion;
- d) la qualification suffisante de l'expert.

[34] Le Conseil n'est pas lié au sens strict par les critères établis par les tribunaux judiciaires puisqu'il est un tribunal quasi-judiciaire maître de sa procédure en vertu des alinéas 16c) et p) du *Code*, dont les dispositions se lisent comme suit :

16. Le Conseil peut, dans le cadre de toute affaire dont il connaît :

...

c) accepter sous serment, par voie d'affidavit ou sous une autre forme, tous témoignages et renseignements qu'à son appréciation, il juge indiqués, qu'ils soient admissibles ou non en justice;

...

p) trancher, dans le cadre de la présente partie, toute question qui peut se poser à l'occasion de la procédure...

[35] La flexibilité procédurale dont le Conseil dispose en vertu de ces dispositions lui permet d'être suffisamment éclairé sur les faits et les particularités d'un litige, et ce, afin de s'acquitter adéquatement de son mandat. À cet égard, le Conseil accorde une nette priorité à la recherche de la vérité et à la réalisation des objectifs du *Code* plutôt qu'au respect de règles procédurales strictes.

[36] En ce qui concerne l'admissibilité d'un rapport d'expert, il est néanmoins utile de faire référence aux critères établis par la Cour suprême du Canada, puisque ces différents critères, dont ceux de la pertinence et de la nécessité, s'arriment à la réalité procédurale du Conseil.

[37] Comme le Conseil l'a bien expliqué dans l'affaire *Air Canada*, précitée, alors qu'il était saisi d'un litige portant sur l'admissibilité d'un rapport d'expert :

[114] ... Les tribunaux administratifs ont une grande marge de manœuvre en ce qui a trait à l'admissibilité de la preuve, mais il n'en demeure pas moins que celle-ci doit être pertinente et appropriée. Cela s'applique à la preuve tant testimoniale et documentaire. En l'espèce, le Conseil est appelé à se prononcer sur l'objectif lié aux relations du travail qui sous-tend la présente demande. La décision du Conseil est fondée sur les faits qui lui ont été présentés et sur l'application du droit. Le Conseil appuie sa réflexion sur la preuve qui lui permettra de mieux comprendre l'industrie particulière qu'il est appelé à examiner, y compris tout renseignement économique, statistique ou sociologique qui explique l'organisation de l'industrie et de ses relations du travail. Il lui revient ensuite d'interpréter et d'appliquer le *Code* en respectant les principes et l'esprit reconnus.

[38] Dans le cas en l'espèce, la SCP souhaite déposer le rapport Seid en faisant valoir qu'il s'agit d'une expertise en matière de concessions et de franchises.

A – Le délai de présentation de l'objection du syndicat

[39] Dans ses observations, la SCP fait valoir que l'objection soulevée par le syndicat relativement à l'admissibilité du rapport Seid est tardive et qu'elle devrait par conséquent être rejetée puisque la SCP avait annoncé qu'elle souhaitait faire entendre un témoin expert dès le 27 avril 2011.

[40] Le syndicat ne pouvait pas se prononcer sur la pertinence et le contenu du rapport d'expert avant qu'il ne lui ait été transmis par la SCP, soit le 21 novembre 2011. Le syndicat a présenté son objection sur l'admissibilité de ce rapport dans les meilleurs délais, soit lors de la reprise de l'audience du 25 novembre 2011. Le Conseil rejette donc cet argument de la SCP.

B – La pertinence

[41] En ce qui concerne la pertinence du rapport d'expert, le Conseil reconnaît qu'il n'a pas une connaissance d'office des règles commerciales propres aux franchises et aux concessions. Dans le dossier à l'étude, le Conseil doit déterminer qui est le véritable employeur des employés visés par la demande d'accréditation présentée par le syndicat. Les différents employeurs au dossier ont fait valoir qu'ils avaient adopté un modèle commercial propre à la franchise. Dès lors, le Conseil est soucieux de procéder de la manière la plus efficace dans la recherche de la vérité et il lui apparaît pertinent de recevoir la preuve d'un expert portant sur un élément permettant de mieux comprendre la relation contractuelle entre les différentes parties au dossier.

[42] Même si le Conseil avait éprouvé certains doutes quant à la pertinence d'admettre un rapport d'expert en matière de concessions et de franchises, la règle *audi alteram partem* l'aurait incité à admettre une telle expertise. Comme le professeur Patrice Garant l'a d'ailleurs bien exprimé dans son ouvrage intitulé *Droit administratif*, volume 1, 6^e édition, Cowansville, Québec, Éditions Yvon Blais, 2010 :

Lorsque le tribunal a des doutes sur la pertinence d'une preuve ou si la partie adverse soulève une objection, la partie qui veut produire cette preuve doit en démontrer la pertinence. Un tribunal doit toutefois être prudent car il est beaucoup plus grave de refuser une preuve pertinente que d'admettre une preuve non pertinente, qui pourra être rejetée ultérieurement dans la décision finale...

(page 639)

[43] Le Conseil accueillera donc l'expertise de M. Seid relativement aux règles commerciales propres aux franchises et aux concessions, mais ce rapport ne pourra pas être admis en entier pour les raisons qui suivent.

C – La nécessité

[44] Bien que le Conseil soit soucieux de laisser la SCP présenter une preuve qu'elle estime pertinente et se défendre dans le cadre du dossier à l'étude, cette ouverture du Conseil n'est pas sans limite.

[45] Le Conseil a pris connaissance du rapport Seid et plus particulièrement des sections du rapport intitulées « Claims Made by CUPW », « The Franchise Agreement - The Master Dealer Agreement » et « My opinions in the Matter ». Dans la section « Claims Made by CUPW », M. Seid analyse point par point l'argumentation du syndicat et mentionne avoir obtenu la traduction d'un document de ce dernier daté du 3 mai 2010. Tout d'abord, il appert du dossier à l'étude que le syndicat n'a pas transmis de document à cette date et le Conseil n'a pas pu retracer ledit document, lequel semble avoir fait l'objet d'une traduction analysée par l'expert avec une numérotation adaptée.

[46] Par ailleurs, l'exercice auquel s'est livré l'expert dans les trois dernières sections de son rapport constitue, dans les faits, une analyse juridique sur la question qui doit être tranchée par le Conseil, à savoir qui est le véritable employeur des employés visés par la demande d'accréditation présentée par le syndicat.

[47] Le Conseil a déjà été placé dans une situation semblable dans l'affaire *TELUS Communications Inc.*, précitée. Dans cette affaire, le Conseil a refusé d'admettre deux rapports d'experts relatifs à la centralisation dans le secteur des relations du travail et à l'intégration de sociétés. Le Conseil a jugé que ces rapports faisaient état d'opinions sur des questions qui relèvent de l'expertise du Conseil et de ses connaissances à titre de tribunal expert spécialisé en relations du travail :

[76] La Cour suprême du Canada a statué que le témoignage d'expert peut être admissible s'il est nécessaire en ce sens que le sujet sur lequel il porte éclipse vraisemblablement l'expérience ou les connaissances du décideur et que le témoignage lui-même permet au décideur de bien comprendre une question en litige de nature technique (voir *R. c. J.-L.J.*, [2000] 2 R.C.S. 600; et *R. c. Mohan*, précité). Elle a statué également que le témoignage d'expert peut devenir nécessaire dans les cas où il est impossible d'obtenir autrement une information essentielle ou lorsque le décideur pourrait en arriver à une conclusion erronée sans cette preuve (voir *R. c. D.D.*, [2000] 2 R.C.S. 275). Compte tenu de ces critères, le Conseil est d'avis que de longs passages du rapport Mosco et le texte entier du rapport Trebilcock sont inadmissibles, puisqu'ils font état d'opinions sur des questions qui relèvent de l'expertise du Conseil et de ses connaissances à titre de tribunal expert se spécialisant dans les relations du travail.

...

[78] En clair, les parties du rapport Mosco se rapportant à la centralisation dans le secteur des relations du travail et à l'intégration des sociétés, et l'essence du rapport Trebilcock, répondent à des questions qui relèvent carrément des connaissances et du mandat d'origine législative du Conseil à titre de tribunal des relations du travail spécialisé, en plus de fournir des conseils et de tirer des conclusions à cet égard. Cela ne signifie pas que la preuve proposée pourrait ne pas être jugée admissible à titre d'opinion d'expert dans un contexte différent, mais, compte tenu des connaissances spécialisées du Conseil en matière de relations du travail, la preuve proposée ne serait ni utile ni nécessaire dans le présent contexte.

[48] Le Conseil en vient aux mêmes conclusions dans le présent dossier. À titre de tribunal spécialisé en relations du travail, le Conseil sera en effet à même d'évaluer qui est le véritable employeur, au sens du *Code*, des employés visés par la demande d'accréditation, et ce, à la lumière de la preuve présentée par les parties au dossier. Il est du ressort du Conseil de déterminer cette question de relations du travail et il n'appartient pas à une personne spécialisée dans le domaine des franchises et des concessions de dicter la conclusion à laquelle le Conseil devrait parvenir en vertu des dispositions du *Code*.

[49] Par conséquent, seules les pages 1 à 38 du rapport (jusqu'à la mention « Claims Made by CUPW ») ainsi que ses annexes I, II et III seront admissibles en preuve. Le Conseil tient en outre à préciser que l'admissibilité en preuve est un concept qui diffère de la valeur probante d'un document. Les parties pourront faire valoir leurs arguments relativement à la valeur probante du rapport Seid lors de la présentation de leur argumentation respective dans le cadre des audiences à venir.

[50] En ce qui concerne les commentaires de M. Seid, qui auraient pu aussi viser parallèlement la question de l'employeur unique en vertu de l'article 35 du *Code*, il va de soi que le Conseil n'en tiendra pas compte puisque cette question a pour l'instant été mise en suspens et ne fait pas l'objet du litige à l'étude par le Conseil.

D – La reconnaissance de la qualité d’expert

[51] Le Conseil a par ailleurs pris note que le syndicat n’avait pas renoncé à contester la qualification suffisante de M. Seid à titre d’expert. Le syndicat pourra faire valoir ses observations à cet égard après avoir eu l’occasion d’interroger M. Seid sur ses qualifications lorsque ce dernier sera appelé à témoigner dans le cadre des audiences à venir.

[52] Il s’agit d’une décision unanime du Conseil.

Louise Fecteau
Vice-présidente

Patrick Heinke
Membre

Norman Rivard
Membre